ÉTATS-UNIS - « Les États-Unis ont de sérieux problèmes », interview avec Noam Chomsky

Simone Bruno, Diagonal

jeudi 1er juin 2006, mis en ligne par Dial

L'intellectuel dissident nord-américain, analyste politique et linguiste, répondait en mars dernier au quinzomadaire espagnol Diagonal. Dans une interview en trois parties, il refait un historique détaillé de l'évolution de l'Amérique latine et de la politique de domination des Etats-Unis.
« En Amérique Latine, le système de domination des Etats-Unis se fissure »

Diagonal : Après la victoire électorale de Evo Morales en Bolivie, le pays paraît hors de contrôle des Etats-Unis. Et ce n'est pas le seul qui offre des alternatives au modèle étasunien. Comment croyez-vous que cela va évoluer ?

Noam Chomsky : Il n'y aucun doute sur le fait que Washington est très embarrassé par cette situation ; mais d'un autre côté, ça fait longtemps que la Bolivie avait commencé à fonctionner hors du système étasunien. C'est une région traditionnellement sous la domination des Etats-Unis, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, et certaines zones depuis bien avant.

Le Venezuela a été conquis essentiellement par les Etats-Unis dans les années 20, au début de l'aire du pétrole, lorsqu'on a découvert les énormes ressources du pays. A part ce cas là et celui du Canal de Panama, leur contrôle ne s'est étendu au reste de l'Amérique du Sud que jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. Après la guerre, l'Europe a été expulsée et le continent est passé sous la domination de Washington, qui d'une certaine façon, a toujours maintenu son contrôle en sponsorisant les coups d'Etats et en aidant les groupes rebelles. Et cela a été facile parce qu'il n'y a presque jamais eu d'oppositions -a part la résistance des populations locales- au renversement des gouvernements ou aux massacres avec une totale impunité.

Au cours de cette dernière décennie, le système de domination a commencé à se fissurer, le continent a commencé à avancer vers des stades d'indépendance que Washington ne veut plus tolérer, même s'il ne peut pas faire grand-chose à ce sujet. Les élections brésiliennes, par exemple, ont été au centre des préoccupations. Toutefois sans gravité puisque Lula n'a pas suivi une politique de gauche, mais a suivi celle de ses prédécesseurs. Mais même ainsi, le Brésil représente un élément d'indépendance qui ne plait pas aux Etats-Unis. En Argentine, Kirchner a dit au FMI qu'il s'en aille de la région et Washington n'a pu rien faire. Ce fut un coup dur pour la Maison Blanche vu que le FMI est quasiment une extension de leur Ministère du Trésor et c'est le garde du corps des investisseurs, comme dans les vieux films de gangsters. C'est en ces termes que Rodrigo Rato, directeur du FMI en personne, l'a qualifié : « garde du corps de la communauté des investisseurs ». Mais Kirchner et Lula n'ont pas vraiment accepté ce jeu. Pour cette raison, l'Argentine et le Brésil ont pu rester hors de contrôle du FMI.

Il va sans dire que l'unique coup réel à la domination étasunienne a été Chavez. Les Etats-Unis ont essayé d'appuyer, voire organiser directement le coup d'Etat militaire de 2002 pour destituer le gouvernement de Chavez. A cette occasion, les Etats-Unis ont dû se retirer au plus vite de la partie à cause de l'énorme protestation de tout le continent, où les gens comprennent la démocratie de manière plus sérieuse que nous ne le faisons aux Etats-Unis. Puis, les Etats-Unis ont opté pour la subversion interne, appelée « soutien à la démocratie », ce qui signifie appuyer les groupes qui s'opposent au gouvernement, comme le groupe des patrons.

C'est une tradition. Quand Haïti a eu ses premières élections libres et Aristide fut élu en 1991, les Etats-

Unis, scandalisés, ont changé leur programme d'aide pour faire en sorte qu'elles aillent à l'opposition. Là encore, l'USAID a financé des projets « d'aide à la démocratie » : efforts pour soutenir les classes riches et les militaires et miner le gouvernement. Tout cela a abouti à un coup d'Etat militaire quelques mois plus tard. Ce sont principalement des opérations subversives.

Il existe une autre technique traditionnelle : si l'opposition est trop faible et qu'elle n'a pas la possibilité de réunir une représentation politique conséquente aux élections, l'alternative est de la discréditer et délégitimer les élections. La technique utilisée consiste alors à convaincre l'opposition de ne pas participer aux élections et faire croire qu'on est face à une dictature.

D : Cela s'est produit il y a quelques mois au Venezuela.

N. Ch. : Exactement, et c'est ce modèle qui a été utilisé plusieurs fois, comme il l'a été en Haïti en 2004. Aussi au Nicaragua en 1984. Dans l'historiographie occidentale de telles élections n'ont pas existé ; mais dans la réalité elles ont existé et ont probablement été les élections les plus surveillées du moins à cette époque. Nombreux sont ceux qui les ont ratifiées et qui les ont définies comme honnêtes, mais les Etats-Unis ne pouvaient pas le tolérer. Ainsi, ils ont choisi un candidat de l'opposition qui travaillait également pour la CIA et l'ont fait se retirer des élections pour faire croire à une dictature. La presse a coopéré en supprimant tout ce qui touchait au processus électoral et a parlé seulement d'une dictature fasciste. Ce qui a ouvert les portes à l'expansion de la guerre nord-américaine contre le « terrorisme » au Nicaragua, et a conduit à la destruction du pays.

C'est ce qui se passe en ce moment au Venezuela. Si vous lisez les grands journaux qui traitent de l'Amérique Latine, comme le Miami Herald, ils disent que les Etats-Unis appuient des « éléments pro-démocratie anti-Chavez ». Selon cette logique, il n'est pas possible d'être pro-Chavez et pro-démocratique, parce que la ligne américaine est diamétralement opposée. Peu importe si Chavez a obtenu presque 80% de popularité ou que le Venezuela guide le continent entier en soutenant des gouvernement démocratiquement élus. Ce n'est pas pertinent. Ce qui vient de Washington, du leader, c'est la vérité unique et la presse se soumet et suit ce qu'on lui dicte. C'est ainsi que les seuls éléments pro-démocratiques sont anti-Chavez et de cette façon la subversion reste évidente.

Il est intéressant d'analyser la réaction de l'Occident. Supposons un moment que l'Iran ait soutenu un coup d'Etat aux Etats-Unis et que le gouvernement ait été renversé. Imaginons que l'Iran ait dépensé d'énormes sommes pour maintenir des éléments pro-démocratie anti-Bush. Ce n'est même pas imaginable. Pour observer ces faits et ne pas comprendre ce qu'ils signifient en réalité, il est nécessaire d'avoir une mentalité impérialiste bien ancrée, pure et radicale avec des siècles d'expérience passés à écraser les autres.

L'opposition aux Etats-Unis est en train de s'étendre aux régions du Sud. La Bolivie a élu il y a peu son nouveau président populaire de centre-gauche, le Pérou fera probablement la même chose d'ici peu (NDLR : un second tour aura lieu le 4 juin 2006) et l'Equateur prend plus ou moins la même direction…

Les indigènes de la région qui représentent une grande partie de la population, s'organisent pour la première fois de manière unitaire et demandent des droits. C'est le début de ce que certains appellent déjà « la nation indigène », qui va de la Bolivie à l'Equateur et où les indigènes sont majoritaires. Ces derniers non seulement refusent que les ressources naturelles soient volées par l'Occident, mais ils veulent les contrôler personnellement même ils ne sont pas intéressés par leur exploitation. Il n'est pas du tout évident pour un paysan équatorien de renoncer à ses terres pour que des gens puissent conduire leur 4x4 dans le trafic newyorkais. C'est pour cela qu'ils font pression pour préserver leur vies et celle de leur communauté et pour contrôler les ressources.

Ceci est terrible pour les pouvoirs occidentaux et pour les Etats-Unis, habitués à traiter le reste du monde comme un terrain de jeu, à saccager et à écraser les gens en récitant une jolie phrase sur la démocratie. Bref, en faisant ce qu'ils veulent. Mais cela ne fonctionne déjà plus du Venezuela à l'Argentine et il est très probable que nous voyions un gouvernement de centre-gauche prendre le pouvoir bientôt au Mexique.

Les seules zones encore sous contrôle étasunien sont l'Amérique Centrale (suite à une décennie de guerres brutales et meurtrières menées par l'administration Reagan, qui ont causé la mort de centaines de milliers de personnes et ont détruit des populations entières) et la Colombie qui n'a toujours pas commencé à avancer vers l'indépendance. Beaucoup de choses sont en train de se passer et tout fait partie d'un contexte mondial fortement défavorable aux Etats-Unis. Pour la première fois de son histoire, l'Amérique Latine commence à se réunifier. Les modèles coloniaux des espagnols d'abord et ensuite ceux des anglais, des français, etc. ont créé un système où les pays latino-américains étaient tournés vers les puissances occidentales qui les contrôlaient. Maintenant commence la réunification.

L'Amérique Latine possède d'énormes ressources, d'énormes inégalités, des oppressions, de la violence et très peu d'interactions au sein du continent, mais ce système est en passe de s'effondrer.

Cette évolution est difficile. Une union des nations est née mais elle est pour l'instant sur le papier ; et même ainsi, ça commence à prendre forme. Elle est soutenu par des forces extérieures, en particulier par la Chine très avide des ressources naturelles. La Chine, à l'inverse de l'Europe, n'est pas intimidée par les Etats-Unis. Car lorsque ces derniers disent ce qu'il faut faire, l'Europe obéit, parfois dans des cas extrêmes comme Berlusconi. Alors que le pays le plus indépendant d'Europe craint d'offenser son « maître », la Chine ne peut pas être intimidée. C'est un des raisons pour lesquelles les Etats-Unis sont obsédés par la Chine. Elle n'est pas une menace militaire, simplement elle n'accepte pas l'intimidation. Si bien que lorsque les Etats-Unis tentent d'isoler l'Iran, les multinationales européennes retirent leurs investissement (comme British Petroleum par exemple). La Chine au contraire reste, voire investit d'avantage. Il en va de même avec l'Amérique du Sud : le commerce entre la Chine et l'Amérique Latine est en plein croissance. Les accords avec la Chine décollent lentement, tout comme les accords avec l'Europe d'ailleurs, et aussi de plus en plus d'accords Sud-Sud commencent à apparaître.

D : Et cela est totalement nouveau…

N. Ch. : Absolument. Le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde, entre autres, ont formé une alliance indépendante au Sud. Et cela est en train d'échapper au contrôle de Washington. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont usurpé un contrôle quasi-total sur la planète à l'exception de quelques secteurs de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, pour les Etats-Unis la menace vénézuélienne est encore plus grande à cause de ses relations avec Cuba. Ces relations scandalisent Washington, mais sont surveillées de très près. Les deux parties utilisent leurs points forts : le Venezuela envoi du pétrole et Cuba du personnel hautement qualifié (technologie médicale, docteurs, professeurs, etc.). C'est une relation naturelle qui fait tâche d'huile dans toute la région. Le Venezuela est en train de créer des programmes nommés « Opération Miracle » : les médecins cubains financés par le Venezuela vont à des endroits comme la Jamaïque, rencontrent des personnes aveugles guérissables par chirurgie, les envoient à Cuba, les guérissent et les renvoient en Jamaïque. Tout cela terrorise les Etats-Unis.

D. : Vous avez souvent affirmé que la région andine sera le prochain objectif du gouvernement Bush, un fois sorti d'Irak. Pensez-vous toujours la même chose ?

N. Ch. : Avant l'invasion de l'Irak, je croyais que cela n'allait pas durer plus de 3 jours. Une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont envahit l'Irak est qu'il était totalement sans défenses. Après des bombardements très durs et un embargo très strict, l'Irak se maintenait difficilement.

Je croyais que cela allait durer très peu de temps et que les Etats-Unis allaient envoyer des techniciens pour planifier le système électrique et auraient ensuite dirigé à distance un Etat satellite. Mais ceci s'est transformé en une des pires catastrophes de l'Histoire. C'est incroyable, les Etats-Unis sont immobilisés, ils ne peuvent pas s'en aller sans établir un Etat satellite basé sur le modèle de l'Amérique Centrale ou des pays d'Europe de l'Est, avec une démocratie formelle qui fait croire que tout fonctionne d'une manière juste. Ils ne peuvent pas s'en aller et laisser le pétrole du Moyen Orient entre les mains d'une série de gouvernements chiites qui contrôlent l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Ils sont dans une très mauvaise posture.

J’ai pensé que la prochaine étape serait la région andine, mais en ce moment, c’est impossible, ils sont immobilisés.

« Le Vénézuela est en train de casser le modèle des Etats-Unis. »

Les relations entre le gouvernement étasunien et l’Amérique Latine oscillent entre la diabolisation de la voie vénézuélienne et la « protection » militaire en Colombie.

D. : Pour la première fois, le Venezuela utilise le pétrole comme un moyen d’intégration…

N. Ch. : Le pétrole a généralement été utilisé pour deux raisons : l’exportation vers l’Occident et les pays riches et l’enrichissement des entreprises locales. C’est le modèle du Moyen-Orient et du Venezuela. Pour cette raison le Venezuela, qui est un pays potentiellement très riche, a toujours eu une toute petite classe extrèmement riche d’origine occidentale qui vit très bien et une énorme masse de personnes très pauvres. C’est le modèle du pétrole : enrichir une élite locale et faire fuir les fonds en Occident à travers les multinationales, où ils contribuent au développement industriel.

Il y a eu des efforts pour changer cela. Nasser, président d’Egypte, a été craint et comparé à un nouvel Hitler principalement parce que son nationalisme poussait à utiliser localement les ressources naturelles et non plus afin d’enrichir l’Occident et les élites locales. C’est la raison pour laquelle il a dû être éliminé. Cela a marqué la naissance de l’alliance entre les Etats-Unis et Israël.

C’est ce qui est en train de se passer au Venezuela. Pour la première fois, le pays utilise les ressources énergétiques pour son propre développement (on peut débattre de sa réussite), sa reconstruction, la santé, etc. Il existe aussi un certain taux de participation dans le contrôle de l’industrie pétrolière de la part des travailleurs eux-mêmes. De nouveau, on peut discuter de la réussite de ces politiques, mais l’objectif est clair et dérange Washington.

L’idée que les ressources d’un pays doivent être utilisées par les habitants de ce pays leur fait vraiment peur. « Les ressources du Venezuela doivent être utilisées par nous » : ceci est compris par tous les niveaux politiques et par ceux qu’on appelle libéraux ou humanistes. Georges Cannon, considéré comme un héros libéral, a été un des principaux planificateurs de la fin des années 40 ; sa position sur l’Amérique Latine était que les étasuniens devaient soutenir les gouvernements militaires pour protéger leurs ressources et s’il fallait recourir à des moyens militaires et à des répressions, ces mesures étaient les bienvenues. Durant la guerre froide on devait se protéger des communistes, mais on entendait par « communiste » tous ceux qui se mettaient en travers de notre chemin. Nous devions protéger nos ressources avec la répression si nécessaire, c’est la vision des extrémistes libéraux et ceci n’a pas changé.

Le Venezuela est en train de casser ce modèle et c’est un grave problème pour les Etats-Unis, compte tenu de la popularité de Chavez.

D. : Est-il possible que la popularité de Chavez et ses politiques d’intégration puissent aider d’autres présidents de la région et maintenir ainsi une politique plus à gauche ?

N. Ch. : Il est difficile de faire des prévisions, mais clairement Chavez a fait pression dans ce sens. On peut être certain que les Etats-Unis tenteront de l’arrêter par n’importe quel moyen.

Si on observe les aides étasuniennes à l’Amérique du Sud, on constate un réel changement. A l’apogée de la Guerre Froide, l’aide économique était supérieure à l’aide militaire ; maintenant elle est plus ou moins semblable, l’aide militaire ayant augmenté. Celle ci est principalement attribuée à la Colombie et aux pays alliés. Les aides militaires ont beaucoup augmenté, tout comme la présence des militaires étasuniens. Le noyau se situe en Colombie, qui depuis les années 90, sous le gouvernement Clinton, a reçu des aides militaires supérieures à la somme de toutes les aides de l’hémisphère sud. Elles sont arrivées par ce qui a été appelé « la guerre contre la drogue ». L’idée seule d’une guerre de ce type est scandaleuse. En Colombie il y a plus de morts causés par le tabac produit aux Etats-Unis que de morts dus à la cocaïne colombienne aux Etats-Unis. Cela donne-t-il le droit aux colombiens de lancer une guerre chimique au

Kentucky pour détruire le tabac et jeter les gens hors de leurs terres ? C'est ridicule, mais cependant considéré comme raisonnable par les Etats-Unis, qui soutiennent que cette « guerre contre la drogue » se fait avec le consentement du gouvernement colombien. Mais c'est une mauvaise plaisanterie parce que si le gouvernement colombien n'était pas d'accord, alors, bye bye le gouvernement colombien.

« Si le Pentagone veut enseigner des méthodes de torture, il n'y a pas de problème, jamais personne ne le saura. »

N. Ch. : L'entrainement des militaires latino-américains a aussi changé. Leur préparation a été un travail très difficile (les gens devraient savoir cela, mais le congrès a mis des restrictions). L'entraînement était organisé par le Département d'Etat des Etats-Unis et théoriquement était supervisé par le Congrès qui imposait des conditions basées sur les Droits de l'Homme. Ces mesures étaient appliquées sommairement, mais avaient quelques effets.

A l'heure actuelle, la préparation des militaires latino-américains est sous la responsabilité du Pentagone. Il n'existe donc plus de restrictions ou supervisions, et s'ils veulent enseigner des méthodes de torture, il n'y a pas de problème, jamais personne ne le saura. La responsabilité exclusive du Pentagone signifie que les conditions des Droits de l'Homme disparaissent.

Le Pentagone est en train de revoir les objectifs des entrainements. Il y a quelques temps, on parlait de « défense hémisphérique » (surement contre les martiens), puis Kennedy a troqué la « défense hémisphérique » par la « sécurité interne », ce qui signifie combattre sa propre population. C'est du terrorisme d'Etat. Aujourd'hui, la finalité a encore changé et on parle de « guerre contre la drogue », mais en réalité elle se concentre sur des thèmes sociaux : groupes radicaux, formations sociales, activistes et syndicalistes en sont les objectifs.

Tout cela est très explicite et sous contrôle du Pentagone. Si bien que nous ne savons rien de ce qui est en train de se passer dans la fameuse Ecole des Amériques. Ce sont des changements réels qui sont liés à l'inquiétude croissante des Etats-Unis envers tous ces mouvements indépendantistes et réunificateurs d'Amérique du Sud.

Interview de Simone Bruno (Massachussets] pour *Diagonal*, mars 2006.

Diagonal est un journal espagnol d'actualité critique.

http://www.diagonalperiodico.net